



COMMUNIQUÉ DE PRESSE : Le développement social au cœur d'une grande relance sociale à travers le Québec ! Une relance sociale en réponse à la crise actuelle

Québec, le 20 juin 2022 - Il est primordial que le gouvernement et l'ensemble des acteurs sociaux s'engagent collectivement dans une relance sociale en réponse à la grande crise sociosanitaire que nous traversons actuellement. Dans une approche de développement durable, le plan de relance du Québec doit faire une place tout aussi importante au développement social qu'au développement économique, culturel et environnemental, afin de répondre aux différents enjeux sociaux mis en lumière et exacerbés par la pandémie, par exemple l'isolement des aînées ou la santé mentale des jeunes. De plus, cette crise se conjugue avec une pénurie de main-d'œuvre, une crise du logement et une inflation importante. Pour faire face efficacement et globalement à cette conjoncture, il nous apparaît qu'une réponse collective s'impose.

L'importance du développement social pour les individus et les communautés

Le développement social est une composante essentielle du développement durable de nos communautés et de nos régions. Il vise à ce que toutes et tous puissent répondre à leurs besoins de base - se nourrir, se loger, se vêtir, se déplacer - et avoir accès à des services de qualité - services de garde, services de santé, d'éducation, etc. De plus, le développement social vise l'inclusion et la participation sociale et économique de tous les individus. Dans nos milieux, le développement social épaulé le développement économique par la création d'emplois directs, la formation et l'accompagnement des travailleuses et des travailleurs vers l'emploi et le développement de milieux de vie attractifs pour les travailleuses et les travailleurs. Une grande relance passe par une reconnaissance collective de l'importance du développement social pour nos milieux.

Une relance basée sur la collaboration et la concertation

Cette grande relance sociale peut être un projet de société inspirant et mobilisateur pour tous les acteurs du Québec. Le développement social est une responsabilité commune et chaque personne et organisation peut y contribuer. Dans les régions et dans les communautés, des centaines d'organismes offrent des services à vocation sociale, dont les organisations communautaires, les institutions publiques (santé, éducation, employabilité), les municipalités et les MRC. De plus, ces acteurs collaborent et se concertent déjà autour de tables de concertation, de projets de politiques municipales et de projets collectifs, afin de faire plus et mieux ensemble.

La crise comme révélateur de l'importance de la collaboration entre les acteurs

Les territoires qui possèdent une culture de collaboration entre les acteurs sociaux ou une concertation en développement social bien implantée ont réussi à mettre en place rapidement et efficacement des cellules de crise et des actions concrètes en réponse à la pandémie. Ces régions font preuve de résilience. Elles misent sur de nouvelles formes de gouvernance, renforcent les collaborations entre les secteurs communautaire, municipal, institutionnel et étatique, posent des actions innovantes ; bref, ces régions interviennent efficacement en développement social.

Un besoin de reconnaissance et de soutien du développement social

Il est plus que jamais nécessaire que le gouvernement mette en place des incitatifs qui invitent au renforcement du travail collaboratif et à repenser la place du social dans nos communautés. Il est essentiel que le gouvernement soutienne la capacité des organisations à intervenir, mais aussi à collaborer pour le développement social. De plus, il est primordial que le gouvernement entame une réflexion profonde sur la façon



Un partenaire dans l'action !



dont il déploie son intervention et son soutien en développement social pour assurer la meilleure collaboration possible avec les organisations régionales et locales. Une plus grande harmonisation des programmes sociaux est nécessaire pour favoriser une plus grande efficacité de l'action publique en développement social.

La mise en place d'un chantier de travail conjoint

Nous invitons le gouvernement à être novateur, à contribuer à une grande relance sociale et à se positionner comme facilitateur de l'action collective en développement social. Nous invitons le gouvernement à mettre en place un chantier de travail conjoint avec les acteurs locaux et régionaux pour se doter d'une compréhension et d'une vision commune en développement social, pour faire face aux enjeux sociaux auxquels notre société est confrontée. Ce chantier donnera une impulsion à la relance sociale dont le Québec a besoin et permettra de réunir les conditions gagnantes afin de faire du Québec un leader en développement social !

Signataires :

Julie Colbert, directrice générale, Centraide des régions centre-ouest du Québec

Claude Pinard, président et directeur général, Centraide du Grand Montréal

Yves Bellavance, coordonnateur, Coalition montréalaise des Tables de quartier

Danya Pastuszek et Liz Weaver, co-directrices, Institut Tamarack

Mélanie Mailhot, coordonnatrice, Regroupement québécois des intervenantes et intervenants en action communautaire en CISSS et CIUSSS

Marie-Emmanuelle Côté, coordonnatrice, Réseau de développement des communautés de la Capitale-Nationale

Hélène Guillemette, directrice générale, Réseau québécois de développement social

Denis Bourque, professeur titulaire, Université du Québec en Outaouais

Pernelle Smits, professeure agrégée

Le CRDSL est

 **Fier membre du RQDS**



Un partenaire dans l'action !



Ouverture de poste : Chargé(e) de projet pour la coordination du chantier logement régional dans le cadre de la démarche régionale en développement social

Offre de contrat

Contrat : Coordination chantier logement régional de la démarche en développement social

Quelques mots sur la démarche régionale en développement social :

Une démarche régionale en développement social visant être un levier, afin d'accroître la capacité des acteurs d'agir ensemble dans l'objectif d'améliorer la qualité de vie et le bien-être des citoyens de la région des Laurentides, de réduire les inégalités sociales et de développer des milieux de vie plus inclusifs.

Le Conseil régional de développement social des Laurentides a été mandaté par la démarche pour coordonner le chantier.

Tâches et livrables :

En collaboration avec la coordination de la démarche et en concertation avec les acteurs du milieu :

- Préparer une activité de réflexion régionale sur le logement, afin d'élaborer un plan d'action
- Commencer la mise en œuvre du plan d'action
- Préparer, convoquer et animer les rencontres du chantier logement régional
- La tenue d'un forum en logement/habitation vers la fin du mandat, afin de présenter les réalisations du chantier

Qualifications requises :

Formations et expériences pertinentes à l'emploi

Connaissance des enjeux du développement social et du logement/habitation

Connaissance de la région des Laurentides

Maîtrise de la suite Office

Aptitudes requises :

Autonomie

Capacité à travailler en équipe

Capacités d'analyse et d'organisation

Habilités de communication

Savoir-être en matière de relations personnelles et organisationnelles

Habilités de rédaction et de synthèse

Atouts :

Expérience avec le milieu communautaire et les tables de concertation et/ou le développement social
Connaissance des relations intersectorielles entre les milieux communautaires, municipal et institutionnel

Connaissance des enjeux en logement/habitation de la région des Laurentides

Lieu de travail : Télétravail, mais le/la coordonnateur/coordonnatrice devra être en mesure de se déplacer sur tout le territoire des Laurentides, les frais de déplacements seront remboursés

Entrée en poste : Le plus tôt possible

Durée du mandat : Environ 375 heures, livrables pour juin 2023

Pour information et postuler : info@crdsl.com



Lettre ouverte : Services publics : quand dématérialisation rime avec déshumanisation

Demander une aide financière de dernier recours, ce n'est jamais facile : la loi est complexe, les obstacles administratifs sont nombreux, et le jugement social est lourd à porter pour les personnes en situation de pauvreté. Quand, de surcroît, les services publics ne sont plus là pour accueillir, informer et accompagner les personnes dans leurs démarches auprès de l'État, cela devient littéralement le parcours du combattant.

La qualité des services offerts au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) est en dégringolade. Les réformes des dernières années ont fait en sorte de réduire les contacts entre les prestataires et leur agente ou leur agent. Le personnel en place pour offrir des services de proximité dans les bureaux du MTESS a fondu comme neige au soleil. Comme il est généralement impossible pour les citoyennes et les citoyens d'obtenir des réponses à leurs questions sur place, ils doivent obligatoirement passer par le centre d'appels, qui est surchargé. Le ministère, insensible au phénomène de l'exclusion numérique qui touche un grand nombre de personnes en situation de pauvreté, développe des services en ligne tout en réduisant l'accès aux services en personne. Prochaine étape : les prestataires d'aide sociale n'auront bientôt plus d'agente ou d'agent attiré à leur dossier.

En effet, une transformation « administrative » d'envergure est en préparation. Obsédé par la réduction des effectifs et des coûts, le ministère s'est laissé séduire par une solution technologique qui mise entre autres sur l'automatisation du traitement des dossiers. À terme, les prestataires et le personnel du MTESS seront traités comme des numéros interchangeables dans un système complètement déshumanisé de « gestion partagée » des dossiers d'aide financière.

Ni les organismes qui défendent les droits des prestataires, ni les fonctionnaires du MTESS n'ont été consultés sur cette réforme importante, pilotée par des développeurs informatiques. Elle va exactement à l'inverse des besoins et des demandes exprimées sur le terrain en matière d'accès aux services. Dans leur relation avec l'État, les personnes bénéficiaires de l'aide sociale souhaitent avant tout pouvoir parler à l'agent ou l'agente responsable de leur dossier, lui décrire leur situation de vive voix et recevoir de sa part des explications claires. De leur côté, les agentes et les agents savent très bien que le nouveau mode de fonctionnement risque d'engendrer une multiplication des erreurs dans le traitement des dossiers, comme des expériences ailleurs dans la fonction publique l'ont bien montré. La spirale de la déshumanisation des services, nous l'observons depuis des années à l'aide sociale, mais elle risque d'atteindre un sommet inégalé dans les mois à venir avec cette réforme.

Combien de personnes abandonnent leurs démarches en raison des obstacles administratifs, bureaucratiques ou technologiques? Combien se retrouvent dans une situation encore plus précaire ou carrément à la rue faute d'avoir été accueillies et accompagnées avec humanité au sein des services publics? Il est temps que le MTESS retrouve ses repères.

D'une même voix, les agentes et agents d'aide du MTESS, les groupes de défense des droits des personnes assistées sociales et leurs allié(es) dénoncent la déshumanisation des services publics et réclament un changement de cap.

Groupes nationaux :

Christian Daigle, président du Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ)

Collectif pour un Québec sans pauvreté

Front commun des personnes assistées sociales (FCPASQ)



Un partenaire dans l'action!



Coalition pour l'accès aux services dans les CLE (CASC)

Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du QC (RGPAQ)

Groupes régionaux de défense des droits:

L.A.S.T.U.S.E. du Saguenay

A.D.D.S. Rive-Sud

L'Action Plus de Sherbrooke

R.S.E. de Victoriaville

Welfare rights Committee (WRC) (Comité des droits sociaux du sud-ouest de Montréal)

Action Populaire des Moulins

Comité des personnes assistées sociales de Pointe-St-Charles (CPAS)

Projet Genèse

Accès Conditions de vie Lac St-Jean-Est

Comité des sans-emploi (CSE)

Action Dignité Lanaudière

Clinique Droits devant

Regroupement Assistées Sociales et assistés Sociaux du Témiscouata (RASST)

Groupe Ressource Plateau Mont-Royal (GRPMR)

BRAS Villeray Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ)

Action populaire Rimouski-Neigette

Allié(es)

Céline Bellot, directrice de l'Observatoire des profilages, Université de Montréal

Véronique Fortin, professeure, faculté de droit, Université de Sherbrooke

Nadia Giguère, chercheure au Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales, les discriminations et les pratiques alternatives de citoyenneté (CREMIS)

Janie Houle, titulaire de la Chaire de recherche sur la réduction des inégalités sociales de santé, UQÀM

Manuel Johnson, avocat

Christopher McAll, professeur de sociologie, Université de Montréal

Yanick Noisieux, chercheur principal du Groupe de recherche interuniversitaire et interdisciplinaire sur l'emploi, la pauvreté et la protection sociale (GIREPS)

Julie Paquette, professeure, École d'éthique, de justice sociale et de service public, Université Saint-Paul

Andréane Sabourin Laflamme, professeure de philosophie au Cégep André-Laurendeau et doctorante au département des sciences juridiques de l'UQAM.



Un partenaire dans l'action!



Divers programmes de financement pour les projets d'emplois, de formation et de développement social

<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/services/financement.html>

Appel à projets 2023-2024 - Programme d'aide financière aux infrastructures jeunesse

Les organismes ciblés sont ceux qui assurent des services principalement aux jeunes de 15 à 29 ans et dont la mission et le projet s'inscrivent dans au moins un des objectifs du Plan d'action jeunesse 2021-2024.

Les types de travaux admissibles sont des projets de construction, d'aménagement, de rénovation, de mise aux normes, d'agrandissement, de réaménagement et d'acquisition de bâtiments.

Les travaux doivent débuter après le 1^{er} mars 2023.

PLUS D'INFORMATION : Programme d'aide financière aux infrastructures jeunesse - Secrétariat à la jeunesse (gouv.qc.ca)

Appels de propositions 2022-2023 Bien vieillir chez soi

Cette initiative comporte deux volets distincts : *Mise à l'échelle des services pour les aînés* et *Projets pilotes de soutien à domicile*.

La date limite de soumission des demandes est le **22 juillet 2022 à 15 h, heure avancée de l'Est**. Si votre organisation souhaite présenter une demande de financement ou en savoir plus sur cette possibilité de financement, **veuillez consulter la page des programmes de financement d'Emploi et développement social Canada**.

Appel de projets en culture pour la santé mentale des jeunes de 12 à 18 ans

Le ministère de la Culture et des Communications annonce l'ouverture du premier Appel de projets en culture pour la santé mentale des jeunes de 12 à 18 ans qui se tiendra jusqu'au 19 août 2022. Il vise aussi à permettre aux organismes culturels professionnels, aux organismes communautaires et aux bibliothèques publiques de contribuer à améliorer la santé mentale de ce groupe d'âges dans toutes les régions du Québec. Plus d'information en ligne.



Un partenaire dans l'action !



Appel de projets du Réseau des éclaireurs en santé psychologique

Le CISSS des Laurentides s'est vu octroyer par le MSSS un financement non récurrent de 57 400\$ dans le cadre du budget 2022-2023 afin de soutenir les actions locales et régionales qui sont en lien avec les différentes actions du Plan d'action interministériel en Santé mentale 2022-2026 - S'unir pour un mieux-être collectif. Le formulaire de présentation du projet et de financement dûment complété doit être acheminé d'ici le 26 août à minuit, à l'adresse suivante : carine.lavigueur.cissslau@ssss.gouv.qc.ca. Vous trouverez toute la documentation nécessaire en [pièces jointes](#).

Politique gouvernementale de prévention en santé (PGPS)

Le Gouvernement du Québec dévoile son Plan d'action interministériel (PAI) 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé (PGPS). Pour sa réalisation, le gouvernement octroie un investissement sans précédent de 120 millions \$ pour intensifier les efforts et exercer un leadership fort en matière de prévention et de promotion de la santé afin d'améliorer l'état de santé et la qualité de vie des Québécois tout en réduisant les inégalités sociales de santé. Pour connaître les quatre grandes orientations, consultez le [communiqué](#).

Programme de revenu de base pour les plus vulnérables de la société

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale annonce la création du Programme de revenu de base (PRB). Dès le 1er janvier 2023, les prestataires du Programme de solidarité sociale (PSS) ou d'autres programmes apparentés qui ont des contraintes sévères à l'emploi persistant dans le temps pourront bénéficier d'un revenu plus élevé (40% de plus) et d'un programme plus souple qui facilitera leur participation sociale et économique. Voir le [communiqué](#) pour plus d'infos.

Adoption du projet de loi 37 - Des gains importants pour les locataires, les aînés et les municipalités

L'Assemblée nationale a adopté la *Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement en habitation* (projet de loi 37), qui permettra notamment de mieux protéger les aînés locataires, d'accorder le droit de préemption à toutes les municipalités et de préserver notre parc de logements sociaux et abordables. Lisez tous les détails dans le [communiqué](#).



Un partenaire dans l'action!



Crise du logement 2022

**Vous perdez votre logement ?
Vous risquez de perdre votre logement ?
Vous ne trouvez pas de logement ?**

**Vous êtes résidents de Mirabel, de Saint-Jérôme, de Saint-Hippolyte,
de Saint-Colomban, de Sainte-Sophie ou de Prévost ?**

**DEMANDEZ DE L'AIDE !
APPELEZ AU 579-368-1208**



Un partenaire dans l'action !



L'édito Quinzo du 23 juin 2022 : De la lecture pour l'été!

Outils

- [La Boîte à outils décoloniale : Le parcours éducatif](#)
- [Nouvel outil pour renforcer les capacités à mener des changements systémiques](#)
- [Aider les enfants à se réguler face à l'actualité traumatique \(Fiche conseils\)](#)
- [Outil de transfert sur les pratiques collaboratives école-famille-communauté](#)
- [Service d'accompagnement gratuit pour la gestion et la gouvernance d'organismes sociocommunautaires lanauois](#)
- [Panorama de l'ESS : Ce que l'ESS apporte à la société \(Balado\)](#)

Numérique

- [5 sites pour trouver de belles illustrations dessinées à la main](#)
- [Des exemples de services en ligne libres](#)
- [9 outils pour faire de la cartographie narrative](#)
- [oTranscribe | Utilitaire pour transcrire un fichier audio](#)
- [ToffeeShare. Partage de fichiers simple et sécurisé et sans limites de poids](#)
- [Work With Data | Rendre les données publiques accessibles à tous](#)

Transformer les systèmes existants

Réflexions

- [Rendre disponibles les données pour mieux comprendre la bordure de rue](#)
- [Choisir qui nourrir, un choix déchirant pour des organismes de sécurité alimentaire](#)
- [Nouvelle étude : Lien de confiance et impact. Perspectives des bailleurs de fonds sur le financement sans restriction](#)
- [Nouveau livre : État des lieux sur la philanthropie subventionnaire québécoise](#)
- [Décision d'intérêt: Le pouvoir du gouvernement pour contourner la réglementation municipale n'est pas illimité](#)

Expérimentations inspirantes

- [Un mouvement régional de glanage est lancé en Mauricie! pour nourrir la Mauricie en valorisant les surplus agricoles.](#)
- [ValorisonsMtl - Une initiative pour favoriser l'économie circulaire en agriculture urbaine à Montréal](#)
- [Hémisphères: un réseau d'écoles culturelles au Québec!](#)
- [Petits ambassadeurs: mailler les services de garde et le monde bioalimentaire](#)
- [L'opticien qui fait passer la vue avant le profit](#)



Un partenaire dans l'action!



- [Eurekoi. Les bibliothécaires répondent à votre curiosité](#)

Créer le monde de demain

Réflexions

- [La ville analogique comme projet](#)
- [La redirection écologique : à quoi faut-il renoncer?](#)
- [Dans les campagnes, « nous pouvons reproduire de petites sociétés autogérées »](#), Geneviève Pruvost dépeint les espoirs et les enjeux d'une société inspirée par l'écoféminisme où l'entraide mènerait à la subsistance et à l'ancrage local.
- [Installer un million de paysans dans les campagnes, seule façon de limiter le recours aux pesticides \(France\)](#)
- [Bulletin de veille bibliographique sur l'agriculture de proximité n° 21](#), financement participatif des fermes de proximité, programmes de coupons alimentaires, gouvernance des systèmes alimentaires locaux.
- [Défendre le projet d'une sécurité sociale de l'alimentation](#)
- [Financer les communs sans abîmer le commun](#)
- [Réenchanter le monde : féminisme et politique des communs \(livre\)](#)

Outils

- [11 conseils pour une "permaculture" des laboratoires d'innovations publiques](#)
- [Capacités publiques : s'entraider, prendre de la hauteur, s'inspirer](#)

Initiatives inspirantes

- [Saint-Valérien vers l'autonomie](#)
- [Une écoferme pour vivre autrement](#), éviter l'endettement, récupérer, faire soi-même, viser l'autonomie, ne pas consommer inutilement... et grandir de façon graduelle.
- [Le Collectif Écorécoltes, pour générer l'abondance et cultiver l'amitié](#)

Lutter pour l'écologie, la démocratie et la solidarité

Réflexions

- [Flambée des prix : « Les États doivent faire des stocks alimentaires »](#)

Mobilisations

- [Campagne de mobilisation pour la justice sociale et climatique 2022-2023](#)

Soutien financier

- [Fonds pour le transport actif, à venir](#)
- [151M\\$ pour l'habitation abordable](#), ouverture du fonds à l'automne 2021



Un partenaire dans l'action !



- Programme de soutien à l'ESS - Volet 1 - Accompagnement spécialisé des entreprises d'économie sociale, en tout temps jusqu'à épuisement du budget
- Programme de soutien à l'ESS - Volet 3 - Projets structurants de mutualisation, à partir du 5 mai 2022
- Bourse: premier emploi en économie sociale, jusqu'au 31 juillet 2022
- Compostage domestique et communautaire, jusqu'en août 2022
- Programme d'aide financière aux infrastructures jeunesse, jusqu'au 15 sept
- Revitalisation des communautés, jusqu'en mars 2023
- Programme d'aide au transport collectif régional - Municipalité amie des aînés, jusqu'au 31 mars 2023
- Des vélos libre-service partout au Québec?, jusqu'en mars 2023
- Fonds de soutien aux initiatives culturelles et patrimoniales de La Matapédia, jusqu'en 2023
- Augmentation du financement MITACS aux PME et OBNL - en tout temps
- Lancement du nouveau Programme de soutien à l'économie sociale, jusqu'en 2024
- 11,5M\$ pour se renouveler. Le RISQ offre 2 nouveautés et 3 bonifications.
- Financement pour la relance des EÉS. Une offre du RISQ à 0% d'intérêt.
- Fonds économie circulaire : 30M\$, pour les jeunes PME québécoises
- Programme d'infrastructures municipales pour les aîné·es
- Programme Virage Vert - en tout temps

Dates à retenir à l'agenda du CRDSL

Prochaines rencontres des membres :

- 29 septembre 2022 de 13h à 16h
- 12 janvier 2023
- 23 mars 2023
- 7 juin 2023

Liens vers les sites des partenaires nationaux

- [RQ-ACA](#)
- [TNCDC](#)
- [RQDS](#)
- [OVSS](#)
- [Collectif des partenaires en développement des communautés](#)
- [Collectif pour un Québec sans pauvreté](#)



Un partenaire dans l'action !



Liens vers les sites internet des tables locales en DS

- [CDC des Laurentides](#)
- [Regroupement des partenaires de la MRC des Pays-d'en-Haut](#)
- Table sur la pauvreté de Thérèse-de-Blainville (pas de site internet)
- [RPDS](#)
- CDSA (pas de site internet)

Liens vers les autres partenaires locaux en DS

- [CDCHL](#)
- [CDC Rivière-du-Nord](#)
- [CDC de Mirabel](#)

Infolettres

[CDC de Mirabel, Infolettre juin2022](#)

[Infolettre Tous complices pour notre communauté, juin 2022](#)

[Infolettre Tous complices pour notre communauté, juillet 2022](#)

[Infolettre du RCLALQ, juin 2022](#)

[Économie sociale Laurentides, Édition 6, juin 2022](#)

[CISSS des Laurentides, Info projets, juin 2022](#)

[CISSS des Laurentides, Info projets, 23 juin 2022](#)

[Bulletin Express-O, Volume 16 - numéro 3 - Été 2022](#)

[RQDS, Bulletin d'information juin 2022](#)

[Bulletin de veille 100 degrés](#)

[FLAC, infolettre juin 2022](#)

[La soupe au caillou numéro 461, 22 juin 2022](#)

[CSMO-ÉSAC, Infolettre de l'été](#)

[Infolettre 100 degrés](#)

[APEL, Infolettre juillet 2022](#)

[CPÉRL, Infolettre juin 2022](#)

[TCRAL, Infolettre juin 2022](#)

[Infolettre du RQIIAC, été 2022](#)

[L'express du RQ-ACA, 9 juin 2022](#)



Un partenaire dans l'action !



Informations et coordonnées

Violaine Guerin, Coordonnatrice
Conseil régional de développement social des
Laurentides

Tél. : 450-848-7263
Courriel : info@crdsl.com
Site web : www.crdsl.com

N'oubliez pas d'aller aimer notre page Facebook pour être informé au quotidien sur les nouvelles en lien avec le développement social!

Pour toute information vous pouvez aller
consulter le site internet du CRDSL



CONSEIL RÉGIONAL
DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL
DES LAURENTIDES

*Votre bulletin mensuel prend congé pour l'été
mais sera de retour dès le mois de septembre!*



Un partenaire dans l'action!